

Bourg-la-Reine, le 30 juillet 2014

**Monsieur François HOLLANDE**  
**Président de la République**  
**Palais de l'Élysée**  
**55, rue du Faubourg-Saint-Honoré**  
**75008 PARIS**

**Monsieur le Président,**

A l'occasion des dernières élections présidentielles, le RESEAU NATIONAL DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE, RENESS, a eu l'occasion de vous saisir avec l'appel « pour une nouvelle gouvernance solidaire et sociale ». A la suite de votre élection, nous avons tenu à vous féliciter de votre décision de nommer un Ministre chargé de l'économie sociale et solidaire.

Avec plus de 10% du PIB et 12% de l'emploi non délocalisable, notre secteur ne peut que se réjouir de voir enfin une loi reconnaître et soutenir la promotion de l'ESS dans notre pays. Monsieur le Président, permettez-moi en toute franchise de dire qu'une loi destinée à l'ESS, c'est bien. Mais des moyens pour l'accompagner, c'est mieux !

A la suite du rapport Gallois vous avez souhaité renforcer la compétitivité des entreprises. Toutefois, celles de l'économie sociale et solidaire qui appartiennent au secteur non lucratif sont totalement exclues du Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi ce qui constitue une véritable inégalité de traitement. La mise en cause de l'exonération de la taxe transport tout comme la diminution des subventions ou l'exclusion des mesures d'aide en faveur de la transition énergétique contribue à fragiliser un secteur porteur d'emploi, de solidarité et d'innovation sociale.

C'est la raison pour laquelle nous soutenons totalement l'appel lancé par 9 organisations représentatives de notre secteur à Monsieur le Premier Ministre.

Nous vous serions très reconnaissants de bien vouloir vous saisir de cette question.

Nous vous prions d'agréer, **Monsieur le Président**, l'expression de nos plus respectueuses salutations.

**Pascal COLIN**  
Président du RENESS